

Sociologue, Ugo Palheta décrypte les conditions et les signes avant-coureurs permettant au projet fasciste de revenir sur le devant de la scène en tant que projet politique

Un déclin engendre des monstres

PROPOS RECUEILLIS PAR
PHILIPPE BACH

Interview ► Le fascisme, une possibilité? C'est en tous les cas la thèse du sociologue français et directeur de la revue *Contre-temps*, Ugo Palheta, dans un récent ouvrage¹. Il était à Genève dans le cadre du cycle de formation militant Marx 21² et à Lausanne, à l'invitation de l'université. Pour lui, le retour du fascisme n'est pas une hypothèse abstraite mais bien une possibilité concrète nourrie par une crise de l'hégémonie, à savoir la perte de crédibilité du modèle néolibéral qui a perdu sa légitimité. Interview.

Quelle définition du fascisme adoptez-vous dans votre essai?

Ugo Palheta: Je prends le parti de le définir à partir de son idéologie, de son projet. Mon hypothèse est que le fascisme peut tout à fait persister sans s'incarner forcément dans des mouvements ou des organisations qui prennent les mêmes formes que dans l'entre-deux-guerres.

Du coup, comment caractériser correctement ce qu'est l'idéologie fasciste? Il me semble que son cœur se caractérise par une certaine forme de nationalisme qui postule que la renaissance nationale ou la régénération nationale ne peut s'opérer que si le corps national se purifie ou s'unifie en se purifiant. Notamment en excluant des éléments considérés comme allogènes, extérieurs, menaçants, dangereux pour l'intégrité du corps national. Donc en visant les minorités ethno-raciales. En particulier, en Europe, les migrant-e-s venant d'ailleurs, de pays extra-européens, voire en visant des personnes qui sont là depuis longtemps et qui sont musulmanes. Ou encore les Roms.

Cela suppose aussi que la Nation s'unifie en se purifiant d'éléments qui, du point de vue fasciste, divisent le corps national sur des bases politiques. Notamment ceux relevant de la contestation syndicale et politique qui partagent souvent une idéologie de type internationaliste.

Si on regarde le Rassemblement national (ex-FN), certains éléments qui permettaient de caractériser son idéologie historique, par exemple le discours d'inégalité des races, semblent aujourd'hui absents.

On ne croit plus à l'inégalité des races du côté du FN? Cela reste à voir. Mais il est vrai que des éléments de langage ont changé. On a remplacé l'inégalité des races par d'autres formes de discours d'exclusion et de stigmatisation en s'appuyant sur une prétendue incompatibilité des cultures. D'une certaine manière, il y a une culturalisation du racisme. Est-ce que pour autant ce n'est plus du racisme? Je ne crois pas. L'infériorisation d'un groupe, un des éléments constitutifs du racisme, est bien présent. Il n'est pas forcément nécessaire de «biologiser» les minorités visées qui est une spécificité du nazisme. L'antisémitisme n'a pas toujours pris une



La dureté de la répression qui frappe le mouvement des gilets jaunes préfigure la dérive autoritaire de l'Etat français, estime Ugo Palheta. KEYSTONE

forme biologique. Il y a eu longtemps un racisme antijuifs où ces derniers étaient stigmatisés, assignés à certains quartiers au nom de critères qui n'étaient pas forcément biologiques mais culturels ou religieux.

Et on ne peut pas forcément parler de totalitarisme.

Je n'utilise pas trop cette catégorie. Néanmoins, il y a au cœur de l'idéologie fasciste un fantasme d'uniformité culturelle, voire biologique et d'unanimité politique qui me semble effectivement totalitaire, car cela écrase nécessairement non seulement les individus mais aussi leurs spécificités. Non simplement les minorités religieuses ou ethno-raciales ainsi que tous les mouvements qui peuvent contester tel ou tel aspect de la société, voire l'ordre social dans son ensemble.

La résurgence de certains éléments de discours ultranationalistes – dans le Brésil de Bolsonaro, voire aux Etats-Unis dans une partie du discours de Donald Trump ou chez certains partisans du Brexit – est mondiale. Comment l'expliquer? Par la crise économique de 2008?

C'est effectivement une conséquence de la crise de 2008. Mais surtout, plus profondément, un effet à rebours de la crise du néolibéralisme, notamment de la place qu'a prise la finance spéculative dans le système économique contemporain qui est lié aux politiques mises en place qui ont libéré le système financier de toute entrave à partir des années quatre-vingt. Ces politiques ont rendu le système économique profondément instable.

Ce qui se joue avec la montée de Trump ou de Bolsonaro, c'est

donc une crise financière qui devient une crise économique et finalement se mue en crise politique et sociale. Ceux-ci n'étaient pas le premier choix de la bourgeoisie de leurs pays respectifs.

On assiste en fait à ce que j'appelle dans le livre une crise d'hégémonie. Les élites dirigeantes ont de plus en plus de mal à extorquer aux populations le soutien aux politiques économiques néolibérales. Celles-ci suscitent nombre de protestations. L'idée fondamentale du néolibéralisme, qui consiste à dire qu'il faut donner aux plus riches, que cela va finir par «ruisseler» vers les classes populaires, est très profondément contestée et pour cause: les inégalités se creusent.

N'est-ce pas dû aussi à un épuisement des cycles économiques capitalistes car ceux-ci ne peuvent plus s'étendre géographiquement



«Le fascisme est un moyen de permettre au capitalisme de se perpétuer»

Ugo Palheta

– le monde entier a été colonisé – et que des contraintes de type environnemental – le climat – viennent freiner leur expansion, comme l'évoquent des chercheurs comme Immanuel Wallerstein?

Oui, je souscris à une partie de cette analyse, même si je ne pense pas que le capitalisme va prendre fin du fait de ses propres contradictions. Je pense qu'il peut tout à fait continuer à se reproduire, à se perpétuer, mais sous des formes de plus en plus prédatrices et inégalitaires, y compris en usant de moyens terroristes. C'est ainsi que peut renaître le fascisme. D'une certaine manière, le fascisme c'est toujours le capitalisme qui se perpétue par des moyens terroristes et avec des conséquences catastrophiques, y compris pour l'environnement.

En revanche, je suis d'accord avec Wallerstein pour constater qu'il y a une dynamique du ca-

DE QUOI LES GILETS JAUNES SONT-ILS LE NOM?

Dans le cadre du débat organisé mardi soir par le collectif Marx21, les débats ont rapidement porté sur la question de fond: que faire? Pour Ugo Palheta, le champ des possibles reste ouvert: rien n'est écrit. Avec évidemment un regard sur le mouvement des gilets jaunes qui est très intéressant en ce qu'il suppose de repenser le rapport au politique. «Il n'y a plus de parti de masse en France, constate l'orateur, cela implique de nouveaux modes de communication dans une situation nouvelle.» Et inquiétante, puisque la dureté de la répression qui frappe ce mouvement préfigure la dérive autoritaire de l'Etat annoncée dans l'ouvrage.

Mais c'est surtout la sociologie des manifestants qui interpelle le chercheur et essayiste: «Ce ne sont pas les plus précaires qui sont sur les ronds-points, on a plutôt des ouvriers en CDI mais qui n'arrivent tout simplement pas à finir le mois et des petits artisans et commerçants menacés de déclassement.» En revanche, les femmes qui sont sur les

barrages sont, elles, dans des situations beaucoup plus précaires: souvent mères seules, elles sont plus «proletarialisées».

Pour Ugo Palheta, les gilets jaunes annoncent les mouvements sociaux à venir: «Les mouvements bien cadrés seront moins la norme.» Autre caractéristique qu'il met en exergue: le fait que les gilets jaunes aient su occuper des lieux de pouvoir et certains beaux quartiers. «Ce qui a provoqué une certaine panique, Emmanuel Macron a véritablement peur pour sa peau.» Tout l'enjeu va être de réussir à donner un contenu politique et lisible aux revendications de ce mouvement social qui est à la croisée des chemins.

La signification qu'il prendra reste ouverte. Est-ce un mouvement antitaxes, celui de la petite bourgeoisie commerçante, très confortable dans ce cas pour le Rassemblement national, ou est-ce un discours «contre l'injustice fiscale» et les inégalités, de gauche donc, qui prévaudra? PBH

pitalisme qui est déclinante sur le temps long. Le capitalisme connaît ce que Cédric Durand appelle «une grande fatigue». Les politiques néolibérales ont peut-être permis de rétablir les taux de profit; mais elles n'ont pas permis de relancer durablement le moteur du capitalisme. On voit bien que les taux de croissance sont inférieurs à ce qu'ils étaient il y a cinquante ans. Le problème c'est que de ces périodes de déclin, pour citer Gramsci, peuvent émerger des monstres et notamment des formes contemporaines, nouvelles, de fascisme.

Est-ce que le capitalisme a encore besoin de l'Etat? Les grandes multinationales ont-elles encore besoin d'une assise nationale?

Je pense que oui. Car si on regarde la crise de 2008, les grandes entreprises se sont très vite retournées vers leurs Etats nationaux pour se renflouer, même s'il est vrai que les Etats ont un rôle moindre que durant les Trente Glorieuses.

Ce qui se passe, c'est que les amortisseurs sociaux qui s'étaient développés durant la période des Trente Glorieuses sont détruits les uns après les autres. Les crises financières qui se multiplient risquent d'engendrer des effets sociaux et politiques de plus en plus dévastateurs. Jusqu'à présent, et cela s'est vérifié durant la crise de 2008, la crise sociale a été amortie par le dispositif social (indemnités chômage) ou les réserves des familles (l'épargne). Cette carte est jouée. Du coup, la prochaine crise financière qui approche aura toutes les chances d'avoir des effets sociaux plus dévastateurs. De là peuvent surgir des phénomènes très inquiétants.

En revanche, les classes dirigeantes sont en train de s'affranchir des libertés publiques et droits démocratiques fondamentaux qui s'étaient imposés à partir du XIX^e siècle. Ces droits sont mis à mal. On observe des dérives autoritaires dans tous les Etats capitalistes contemporains. Et là aussi, on retrouve l'Etat. On en a besoin ne serait-ce que pour juguler les soulèvements.

L'Etat autoritaire se renforce?

Les libertés démocratiques sont menacées. Il y a à la fois une intensification de la répression des mouvements sociaux et une criminalisation croissante de la pauvreté, des cités en fait. Avec une augmentation de l'incarcération qui progresse, même si on n'atteint pas encore [en France] les chiffres des Etats-Unis. Et surtout, on contrôle les votes des populations qui, lorsqu'elles ne votent pas conformément aux volontés des classes dirigeantes, par exemple sur les questions européennes ou sur les politiques d'austérité, sont contournées par le Commission européenne ou les cours de justice européennes qui ont des pouvoirs très importants. I

¹Marx21.ch

²Ugo Palheta, *La possibilité du fascisme*, Paris, La Découverte, 2018 273 pp.